

Révélation : pour abattre Trump, collusion capitalistes-syndicats



Un article du Time du 4 février (The Secret History of the Shadow Campaign That Saved the 2020 Election (1)) a attiré mon attention. Non par le récit qu'il fait des élections américaines, reprenant sans esprit critique le récit démocrate d'un Trump refusant sa défaite et menaçant la démocratie, désirant fausser des élections parfaitement sûres en prévenant qu'elles allaient être fraudées, lâchant ses partisans contre le Capitole dans un effort désespéré et liberticide pour garder le pouvoir. Ce qui est intéressant dans cet article, ce sont les révélations qu'il fait sur les dessous et les acteurs de l'œuvre de sape des élections dans le but d'assurer la présidence à Biden (et surtout à Kamala Harris qui remplacera très rapidement le fantoche).

On y apprend que s'est formée « *une alliance informelle entre des militants de gauche et des titans du monde des affaires. Le pacte a été officialisé dans une déclaration conjointe laconique et peu remarquée de la Chambre de commerce américaine [dont le PDG est Thomas Donohue] et de l'AFL-CIO [...] dans lequel les forces du travail se sont unies aux forces du capital* ». Alliance qui a reçu, entre autres, l'appui de « *la gauche institutionnelle, comme Planned Parenthood et Greenpeace ; des groupes de résistance comme Indivisible et*

MoveOn ; de geeks et stratèges progressistes des données ; représentants de donateurs et de fondations ; organisateurs de base au niveau de l'État ; militants pour la justice raciale et autres ».

Le principal organisateur de cette alliance fut Podhorzer, conseiller principal du président Richard Trumka de l'AFL-CIO, la plus grande fédération syndicale du pays. Il « a rassemblé les dernières tactiques et données pour aider ses candidats préférés à remporter les élections ». Dès le début des années 2000, il crée l'Analyst Institute, « une société secrète qui applique des méthodes scientifiques aux campagnes politiques ». Organisée autour de lui, c'est une véritable « cabale bien financée de personnes puissantes, allant de différents secteurs et idéologies, travaillant ensemble dans les coulisses pour influencer les perceptions, changer les règles et les lois, orienter la couverture médiatique et contrôler le flux d'informations », une « conspiration pour sauver les élections de 2020 » d'une éventuelle victoire d'un Trump honni, comme n'hésite pas à l'exposer fièrement la revue qui conspu généralement les « complotistes », conspiration qui s'est constituée secrètement.

Cette « conspiration », dans la perspective des élections de 2020, a « amené les États à changer les systèmes de vote et les lois et [...] aidé à obtenir des centaines de millions de dollars en financement public et privé » et peut se targuer d'avoir « aidé 37 États et DC à renforcer le vote par correspondance ». Est-il utile de rappeler que le vote par correspondance est un des meilleurs moyens de cacher une fraude massive ? Surtout quand on obtient officiellement que « près de la moitié des électeurs ont voté par correspondance en 2020 », comme par hasard des électeurs très très majoritairement démocrates, étrangeté que, par ailleurs, on a réussi à faire passer via les médias aux ordres comme une étrangeté tout à fait normale et attendue.

Il s'agissait aussi de « faire pression sur les plates-formes

pour qu'elles appliquent leurs règles, à la fois en supprimant le contenu ou les comptes qui propagent la désinformation et en les surveillant plus agressivement » et tout le monde a pu voir que cela avait parfaitement marché, la « désinformation » étant, bien sûr, l'information ne collant pas avec le projet Démocrate. Les patrons des GAFAM ont d'autant plus participé à cette censure qu'ils étaient déjà convaincus de la nécessité de lutter contre la réélection d'un Trump qui gênait la mise en place de la dictature d'un cartel de banques, de multinationales, d'hommes politiques circonvenus et de gens d'influence appartenant aux médias, showbiz, etc. (« Gouvernance Mondiale »).

Afin, via l'équivalent d'une guerre mondiale permettant de contrer provisoirement la baisse tendancielle du taux de profit (« Great Reset »), d'instaurer un capitalisme de super-État mondial (« Nouvel Ordre Mondial »).

On a aussi la confirmation clairement exprimée par l'article que « *le soulèvement pour la justice raciale déclenché par le meurtre de George Floyd en mai n'était pas avant tout un mouvement politique. Les organisateurs qui ont aidé à le diriger ont voulu exploiter sa dynamique pour l'élection.* » Il s'agissait de faire peser une menace sur le pays, notamment sur les petits entrepreneurs : « *Les manifestations de l'été pour la justice raciale avaient également envoyé un signal aux propriétaires d'entreprises : le potentiel de désordre civil qui perturberait l'économie.* » Et les membres de la conspiration se préparaient à répondre à une éventuelle réaction des trumpistes : « *Pour arrêter le coup d'État qu'ils craignaient, la gauche était prête à inonder les rues.* »

Tout ce qu'expose en toute franchise Time, sachant que son camp a gagné après une fraude massive et pensant le résultat acquis, souligne bien dans quel épisode de la lutte des classes nous sommes. Le grand capital des banques et des multinationales a fait alliance avec la nébuleuse dite « progressiste » au premier rang de laquelle se trouvent les

syndicats, avec le soutien des hiérarchies religieuses, contre le prolétariat allié aux classes moyennes en voie de prolétarianisation et les rares capitalistes qui conçoivent encore leurs intérêts principaux comme liés à l'existence des nations-États.

Le positionnement des syndicats ne devrait surprendre personne. Avec le basculement du capitalisme de la domination formelle où son développement était basé sur l'extraction de la plus-value absolue, à la domination réelle où son développement s'est principalement basé sur l'extraction de la plus-value relative, basculement qui s'est opéré progressivement autour de la Première Guerre mondiale, le rôle des syndicats s'est inscrit dans le fonctionnement consensuel du capitalisme. Les syndicats, de force de réaction ouvrière contre les agressions du capital, se sont mués en rouages indispensables du capitalisme, payés finalement par les États pour soumettre les prolétaires. Déjà objets de méfiance à la fin du XIX^e siècle, ils furent dénoncés clairement comme forces de contre-révolution par la gauche communiste germano-hollandaise puis par l'ensemble des groupes communistes (à ne pas confondre avec les bolchevico-staliniens dont l'éventail va des trotskistes aux staliniens purs et durs en passant par les maoïstes et autres guévaristes). Aujourd'hui désertés par ceux qui formaient leurs premières troupes (aux US, les « *électeurs blancs cols bleus [...] ont autrefois dominé l'AFL-CIO* » le reconnaît Time), ils se positionnent clairement contre toute résistance à l'offensive massive des capitalistes globalistes, sachant qu'il leur est réservé une place d'encadrement (même si aujourd'hui mineure en raison de la concurrence des associations) des prolétaires dans le capitalisme de super-État, comme ils l'étaient sous Staline dans le capitalisme d'État russe.

François Tara

(1) [The Secret History of the Shadow Campaign That Saved the](#)

2020 Election